Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le 04/04/2018
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Montreuil.fr

PRESENTATION DU

COMPTE ADMINISTRATIF

BUDGET PRINCIPAL

EXERCICE 2017

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Le Compte Administratif dresse le bilan des dépenses (mandats) et recettes (titres) effectuées par la collectivité sur le dernier exercice budgétaire. Il permet de vérifier la réalisation effective du budget voté et constitue un arrêté des comptes de l'Ordonnateur, alors que le compte de gestion retrace les comptes tenus par le Comptable. Ce Compte Administratif permet donc d'apprécier la situation financière de la collectivité au 31 décembre 2017 et met en avant les réalisations effectives de la municipalité.

INTRODUCTION

L'exercice 2017 s'est inscrit dans la continuité des deux exercices précédents et dans le respect des principaux objectifs budgétaires annoncés par la municipalité : assainissement de la situation financière de la ville et préservation du service public de proximité.

Pour la troisième année consécutive, la santé financière de la ville s'améliore. La capacité d'investissement progresse et l'endettement diminue. L'exercice est clôturé avec un excédent de 10,6 millions € qui servira à financer les investissements en cours, notamment la construction des deux nouveaux groupes scolaires. Le déficit de 21 millions d'euros constaté par le compte administratif 2014 continue à se résorber.

Pourtant, en 2017, une nouvelle fois, le contexte était particulièrement difficile avec une nouvelle baisse des dotations de l'État. La ville de Montreuil a été confrontée à la perte de 1,9 millions d'euros, après des baisses de 3,7 millions d'euros en 2015 et 3,6 millions d'euros en 2016. Au total, entre 2012 et 2017, Montreuil aura vu sa Dotation Globale de Fonctionnement (DGF) annuelle diminuer de 11,2 millions d'euros, soit une perte cumulée de plus de 28 millions d'euros !

Malgré ces mesures gouvernementales d'une violence exceptionnelle pour le service public local, et alors que l'État demande toujours plus aux collectivités sans compensation et que la population, en croissance, est sans cesse plus exigeante, la fiscalité locale est restée stable en 2017, conformément aux engagements de l'équipe municipale.

Globalement, les recettes de fonctionnement de la ville auront légèrement augmenté en 2017 (+2,63%) après la baisse de 2016 (-2,10%), l'évolution naturelle des produits fiscaux, à taux constant, un niveau exceptionnel de droits de mutation ainsi qu'une gestion plus rigoureuse des subventions et produits des services permettant de compenser le désengagement de l'État.

Les dépenses de fonctionnement sont stables traduisant les efforts auxquels sont contraints les services pour absorber la perte de ressources. Après deux exercices de forte baisse (-4,82% en 2015 et -4,04% en 2016), ces dépenses augmentent légèrement (+1,34%) en 2017, tirées par la progression très mesurée des dépenses de personnel (+1,45%) et la hausse des contributions à la péréquation nationale d'une part et aux organismes publics locaux d'autre part: CCAS, Caisse des Ecoles et OPHM. Les dépenses des services sont stables (+0,31%). La politique de gestion rigoureuse et rationalisation mise en place dès 2015 a permis de faire face aux besoins nouveaux. Les priorités municipales sont consolidées avec la progression des moyens alloués à l'éducation et à l'aménagement et l'entretien des espaces publics.

Les recettes ayant progressé plus fortement que les dépenses, l'épargne dégagée par la collectivité sur son fonctionnement courant augmente à nouveau, et pour la troisième année consécutive, passant de 2,4 millions d'euros en 2014 à 18,2 millions d'euros en 2017, ce qui souligne l'important effort structurel réalisé en trois exercices et, surtout, permet de financer l'investissement dont la ville a tant besoin.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Cependant, le poids de la dette, dont le remboursement obère une bonne partie des capacités d'investissement reste le talon d'Achille de la ville. L'épargne nette – ou capacité d'autofinancement – reste négative (-1,1 million d'euros), même si elle s'améliore progressivement (-12,8 millions d'euros en 2014, -3,0 millions d'euros en 2016). Cela signifie que la ville de Montreuil ne dégage toujours pas, sur son fonctionnement, de capacité d'autofinancement pour réaliser ses investissements.

Pour autant, la dépendance à l'emprunt s'est fortement réduite. En 2017, 24,2 millions d'euros d'investissement ont été réalisés, financés par 16,0 millions d'euros d'emprunts nouveaux. Les investissements réalisés se sont concentrés sur les deux secteurs prioritaires que sont l'aménagement des espaces publics (10,8 millions d'euros) et l'éducation (7,2 millions d'euros. Si globalement le niveau des investissements réalisés peut paraitre faible et loin de l'objectif affiché de 30,0 millions d'euros par an, il convient de souligner qu'au 31 décembre 2017, plus de 18,0 millions d'euros de travaux étaient engagés, avec notamment 6,3 millions d'euros de crédits pour la construction des deux nouveaux groupes scolaires (*Marceau* et *Louis et Madeleine Odru*).

L'encours de dette de la ville de Montreuil aura légèrement diminué au cours du dernier exercice, et ce pour la seconde année consécutive, passant de 217,9 millions d'euros fin 2015 à 213,8 millions d'euros fin 2017. Si les besoins en investissement restent importants (construction de nouveaux groupes scolaires et aménagement du territoire et des espaces publics, entretien et rénovation des écoles, des équipements sportifs, des voiries, trottoirs et de l'éclairage public), il sera impossible de recourir massivement à l'emprunt comme ce fut le cas lors des mandats précédents. En continuant la politique mise en œuvre (maitrise des dépenses, amélioration de la capacité d'autofinancement, gestion active de la dette pour en diminuer son coût et ses échéances), la ville pourrait néanmoins, toujours sans avoir recours au levier fiscal, et en améliorant la situation financière de la Ville, afin de réaliser son plan d'investissement.

METHODOLOGIE

Ce document d'analyse du compte administratif 2017 reprend la méthodologie instituée à l'occasion de l'analyse du compte administratif 2016.

Le périmètre de comptabilisation des dépenses et recettes des communes d'Ile-de-France a fortement évolué avec la création au 1er janvier 2016 de la Métropole du Grand Paris (MGP). De nouveaux flux financiers entre les communes, la MGP et les établissements publics territoriaux ont été créés, les communes reversant une partie des attributions de compensation (AC) versées par la Métropole aux EPT. Ainsi les recettes et les dépenses augmentent (fictivement) du même montant.

Afin de conserver un périmètre d'évaluation identique, les dépenses et recettes présentées dans le document sont neutralisées du Fonds de compensation des charges transférées (FCCT) versé à Est-Ensemble. Le calcul des grands équilibres (résultats, épargne et capacité d'autofinancement) n'est pas impacté par ce choix.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

PRESENTATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2017

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	Budget 2017	CA 2017	Tx Exé
011	Charges à caractère général	43 566 027	35 667 352	34 162 482	36 018 546	34 267 889	95,14%
012	Charges de personnel	109 913 754	110 658 719	107 925 764	109 584 200	109 492 020	99,92%
014	Atténuation de produits	372 107	1 437 595	1 044 558	1 450 603	1 405 151	96,87%
65	Autres charges de gestion courante	13 913 782	12 659 840	41 520 629	42 721 649	42 703 935	99,96%
	dont FCCT EPT Est Ensemble			*30 357 370*		*30 448 393*	
656	Frais de fct des groupes d'élus	44 924	106 697	54 007	109 950	94 180	85,66%
Dépenses de gestion courante		**167 810 593**	**160 530 203**	**184 707 441**	**189 884 948**	**187 963 174**	**98,99%**
66	Charges financières	5 418 774	5 243 024	4 714 686	4 708 000	4 137 638	87,89%
67	Charges exceptionnelles	1 651 359	674 061	651 176	306 350	200 118	65,32%
68	Dotations aux provisions	150 000					
Total dépenses réelles		**175 030 726**	**166 447 288**	**190 073 302**	**194 899 298**	**192 300 930**	**98,67%**
042	Dotations aux amortissements	7 399 657	8 129 107	8 966 028	9 500 000	9 156 402	96,38%
042	Autres dépenses d'ordre (cessions)	1 633 731	9 214 416	2 262 837		1 632 949	-
Total dépenses d'ordre		**9 033 389**	**17 343 523**	**11 228 865**	**9 500 000**	**10 789 351**	-
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT		**184 064 115**	**183 790 811**	**201 302 167**	**204 399 298**	**203 090 280**	-

RECETTES DE FONCTIONNEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	Budget 2017	CA 2017	Tx Exé
013	Atténuation de charges	1 571 785	1 678 703	1 537 231	1 531 478	1 754 042	114,53%
70	Produits des services	12 816 306	14 090 052	13 740 230	14 844 938	15 000 752	101,05%
73	Impôts et taxes	123 975 064	127 898 551	157 763 529	159 592 415	162 592 805	101,88%
74	Dotations et participations	33 593 568	30 069 740	28 319 946	25 285 036	27 471 828	108,65%
75	Autres produits de gestion courante	3 775 270	4 039 088	4 273 172	3 448 714	3 288 098	95,34%
Recettes de gestion courante		**175 731 994**	**177 776 134**	**205 634 108**	**204 702 581**	**210 107 525**	**102,64%**
76	Produits financiers	84 237	73 447	11 693	66 436	58 468	88,01%
77	Produits exceptionnels	1 499 314	1 385 397	182 540	96 296	361 838	114,53%
775	Cessions	1 632 859	8 950 446	2 262 837		1 626 949	-
78	Reprise sur amort et prov	70 216					
Recettes réelles		**179 018 621**	**188 185 424**	**208 091 178**	**204 865 313**	**212 154 780**	-
040	Dotations aux amortissements	2 513	2 513	2 513	2 513	2 509	99,86%
040	Mouvements issus des cessions	872	263 970			6 000	-
Recettes d'ordre		**3 385**	**266 483**	**2 513**	**2 513**	**8 509**	-
RECETTES DE FONCTIONNEMENT		**179 022 006**	**188 451 908**	**208 093 691**	**204 867 826**	**212 163 289**	-

RESULTATS DE FONCTIONNEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Résultat d'exécution	**-5 042 109**	**4 661 096**	**6 791 524**	**9 073 009**
Reprise résultat N-1	2 964 152	-2 077 957	2 583 139	6 031 472
Résultat de fonctionnement	**-2 077 957**	**2 583 139**	**9 374 663**	**15 104 481**

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

DEPENSES D'INVESTISSEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	Budget 2017	CA 2017	RAR
20	Immobilisations incorporelles	2 699 109	2 576 685	2 906 920	3 650 417	1 583 766	1 599 994
204	Subventions d'Equipement versées	6 682 494	3 250 889	3 161 871	2 732 811	312 555	1 976 499
21	Immobilisations corporelles	21 720 152	16 694 386	12 533 900	19 224 993	11 529 065	5 278 405
23	Immobilisations en cours	23 275 059	9 842 719	4 317 772	6 023 039	4 122 762	1 339 133
-	Opérations d'Equipement			4 858 825	15 087 698	6 607 085	7 688 723
Total dépenses d'équipement		**54 376 814**	**32 364 679**	**27 779 288**	**46 718 958**	**24 155 234**	**17 882 753**
10	Remboursement Dotations, Fds divers		24 969				
13	Remboursement Subventions	25 000	183 328		440 201	283 751	156 369
16	Emprunts et dettes	15 279 186	16 924 793	18 730 835	36 020 000	21 332 694	
26	Participations et créances rattachées	989 000	494 500				
27	Immobilisations financières	213 730	205 711		500 000	425 360	
Total depenses financières		**16 506 916**	**17 833 301**	**18 730 835**	**36 960 201**	**22 041 805**	**156 369**
45	Opérations pour compte de tiers	105 792	61 362	62 616	500 000	7 062	
Total dépenses réelles d'investissement		**70 989 522**	**50 259 342**	**46 572 739**	**84 179 159**	**46 204 101**	**18 039 122**
040	Opérations d'ordre	3 385	266 483	2 513	2 513	8 509	
041	Opérations patrimoniales	14 837 873	15 400 000	2 497 494	2 000 000	836 887	
Total dépenses d'ordre		**14 841 258**	**15 666 483**	**2 500 007**	**2 002 513**	**845 396**	**0**
Déficit 2016 reporté					**3 448 221**		
DEPENSES D'INVESTISSEMENT		**85 830 780**	**65 925 825**	**49 072 746**	**89 629 893**	**47 049 497**	**18 039 122**

RECETTES D'INVESTISSEMENT

		CA 2014	CA 2015	CA 2016	Budget 2017	CA 2017	RAR
13	Subventions d'investissement reçues	6 336 321	5 664 239	8 061 434	13 352 318	7 148 974	3 927 528
16	Emprunts et dettes	35 010 117	37 005 236	18 004 002	44 020 000	18 000 000	10 000 000
2	Remboursement Immobilisations	326 140	303 374				
Recettes d'équipement		**41 672 578**	**42 972 849**	**26 065 436**	**57 372 318**	**25 148 974**	**13 927 528**
10	Dotations, fonds divers et réserves	7 022 094	6 588 581	7 406 608	5 529 461	5 347 775	
1068	Excédent de fonctionnement capitalisés	11 066 281			3 448 221	3 448 221	
27	Autres immobilisations financières	773 898	694 661	154 800	500 000	30 454	
024	Produits des cessions d'immobilisation				4 000 000		
Recettes financières		**18 862 273**	**7 283 242**	**7 561 408**	**13 477 682**	**8 826 450**	**0**
45	Opérations pour compte de tiers	174 639	56 694	58 794	500 000	61 991	
Recettes réelles		**60 709 490**	**50 312 785**	**33 685 638**	**71 350 000**	**34 037 415**	**13 927 528**
040	Opérations d'ordre	7 399 657	8 129 107	8 966 028	9 500 000	9 156 402	
040	Opérations d'ordre (cessions)	1 633 731	9 214 416	2 262 837		1 632 949	
041	Opérations patrimoniales	14 837 873	15 400 000	2 497 494	2 000 000	836 887	
Recettes d'ordre		**23 871 261**	**32 743 523**	**13 726 359**	**11 500 000**	**11 626 237**	**0**
Excédent 2016 reporté					**279 893**		
021	Virement de la section de fonctionnement				**6 500 000**		
RECETTES D'INVESTISSEMENT		**84 580 751**	**83 056 309**	**47 411 997**	**89 629 893**	**45 663 653**	**13 927 528**

RESULTATS D'INVESTISSEMENT ET GLOBAL

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Résultat d'exécution	**-1 250 029**	**17 130 483**	**-1 660 749**	**-1 385 844**
Reprise résultat N-1	-17 667 924	-18 917 954	-1 787 472	-3 168 328
Résultat d'investissement	**-18 917 953**	**-1 787 471**	**-3 448 221**	**-4 554 172**
Rappel résultat de fonctionnement	**-2 077 957**	**2 583 139**	**9 374 663**	**15 104 481**
Résultat de cloture	**-20 995 910**	**795 668**	**5 926 442**	**10 550 309**
RAR Recettes	*54 446 985*	*32 526 040*	*10 352 318*	*13 927 528*
RAR Dépenses	*31 491 982*	*29 049 958*	*14 920 404*	*18 039 122*
Restes à réaliser à financer	**22 955 002**	**3 476 082**	**-4 568 085**	**-4 111 595**
Résultat global (avec RAR)	**1 959 092**	**4 271 751**	**1 358 357**	**6 438 715**

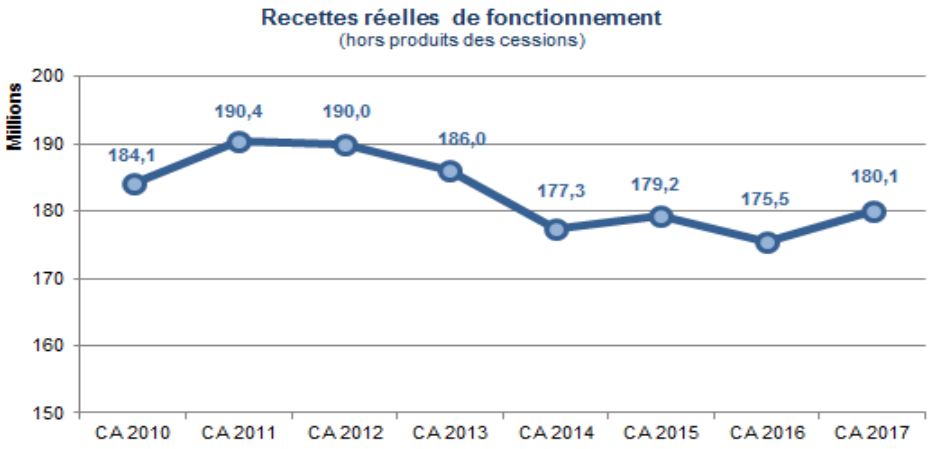
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

I – SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1 – RECETTES DE FONCTIONNEMENT

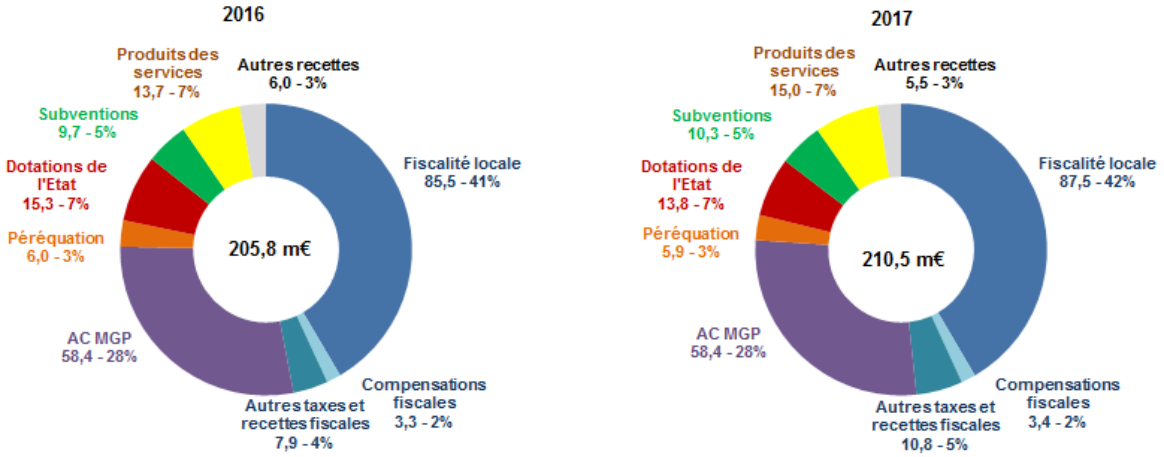
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
013 Atténuation de charges	**1 571 785**	**1 678 703**	**1 537 231**	**1 754 042**
70 Produits des services	**12 816 306**	**14 090 052**	**13 740 230**	**15 000 752**
dont redevances des services	*9 669 116*	*11 799 188*	*10 765 379*	*12 237 266*
dont mises à disposition Est Ensemble	*3 147 190*	*2 290 864*	*2 974 850*	*2 763 486*
73 Impôts et taxes	**123 975 064**	**127 898 551**	**127 406 160**	**132 144 412**
dont Produits de la fiscalité locale	*68 938 614*	*71 349 718*	*85 474 299*	*87 520 252*
dont AC Est Ensemble / MGP	*43 461 032*	*42 793 870*	*58 351 369*	*58 351 369*
retraitement			*-30 357 370*	*-30 448 393*
dont FSRIF	*3 755 075*	*3 755 075*	*3 755 075*	*3 755 075*
dont FPIC	*1 292 778*	*1 728 654*	*2 243 763*	*2 125 098*
dont Droits de mutation	*3 992 393*	*5 353 754*	*4 524 998*	*7 819 367*
dont Droits de stationnement	*723 499*	*926 538*	*590 719*	*1 024 543*
dont Autres taxes	*1 811 673*	*1 990 942*	*2 823 306*	*1 997 102*
74 Dotations et participations	**33 593 568**	**30 069 740**	**28 319 946**	**27 471 828**
dont DGF	*19 436 411*	*15 771 308*	*12 128 751*	*10 193 331*
dont DSU	*2 557 700*	*2 580 719*	*2 606 526*	*3 093 250*
dont Autres dotations	*860 220*	*467 058*	*582 559*	*549 085*
dont Subventions	*7 864 477*	*8 539 667*	*9 736 089*	*10 269 427*
dont Compensations fiscales	*2 874 760*	*2 710 988*	*3 266 021*	*3 366 735*
75 Autres produits de gestion courante	**3 775 270**	**4 039 088**	**4 273 172**	**3 288 098**
RECETTES DE GESTION COURANTE	**175 731 994**	**177 776 134**	**175 276 739**	**179 659 132**
76 Produits financiers	**84 237**	**73 447**	**11 693**	**58 468**
77 Produits exceptionnels (hors cessions)	**1 499 314**	**1 385 397**	**182 540**	**361 838**
RECETTES REELLES DE FONCTIONNEMENT (Hors cessions)	**177 315 545**	**179 234 978**	**175 470 971**	**180 079 438**
	-4,62%	*1,08%*	*-2,10%*	*2,63%*

Après plusieurs années de baisse ininterrompue, en grande partie du fait de la diminution des dotations de l'État, les recettes de fonctionnement ont nettement progressé en 2017 (+2,63% à périmètre constant), malgré une nouvelle diminution de la DGF. Le dynamisme des bases fiscales, une ressource exceptionnelle sur les droits de mutation ainsi qu'une gestion plus rigoureuse dans la comptabilisation des subventions et des produits des services ont permis d'accroître les recettes de fonctionnement titrées sur l'exercice.



Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Répartition des recettes reelles de fonctionnement



La progression des recettes de fonctionnement n'a pas impacté de manière conséquente la structure des ressources de la Ville. Néanmoins, alors que les produits fiscaux augmentent (fiscalité locale, droits de mutation), les dotations de l'État diminuent. Ces dernières ne représentent plus que 7% du budget de Montreuil contre 13% en 2014.

1.1.1 Fiscalité locale

La fiscalité locale (trois taxes « ménages » auxquelles s'ajoutent depuis 2015 la majoration de la taxe d'habitation sur les résidences secondaires) représente la principale ressource de fonctionnement de la Ville. Ces produits sont en nette augmentation en 2017 alors que les taux de la taxe d'habitation et des taxes foncières n'ont pas augmenté depuis 2010. Seule la taxe d'habitation sur les résidences secondaires, instaurée en 2015, a été majorée de 20 à 60% en 2017.

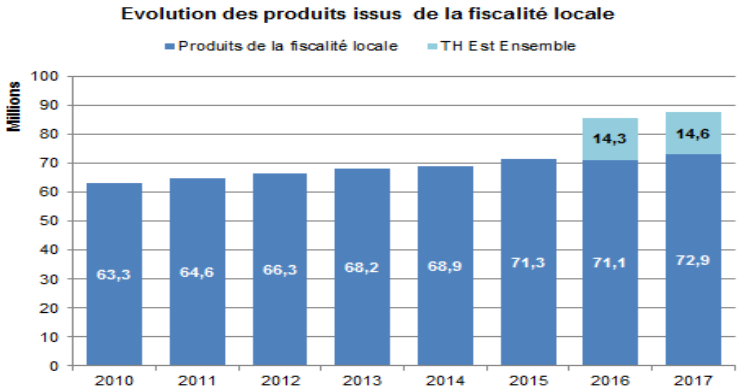
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Taxe d'Habitation (hors part Est Ensemble)	27 863 950	29 230 375	28 535 226	29 342 582
Taxe d'Habitation (part Est Ensemble)			14 339 712	14 636 790
Majoration TH résidences secondaires		183 953	281 263	816 793
Taxe sur le Foncier Bâti	40 522 114	41 308 520	41 554 184	42 173 215
Taxe sur le Foncier Non Bâti	194 272	221 257	203 160	199 001
Rôles supplémentaires	358 278	405 613	560 754	351 871
TOTAL FISCALITE LOCALE	**68 938 614**	**71 349 718**	**85 474 299**	**87 520 252**
TOTAL (hors part Est Ensemble)	**68 938 614**	**71 349 718**	**71 134 587**	**72 883 462**

Depuis le 1er janvier 2016, conséquence de l'instauration de la Métropole du Grand Paris et du nouveau schéma de financement des collectivités (MGP, EPT, communes) la composant, la ville perçoit la part de taxe d'habitation que recevait la communauté d'agglomération Est-Ensemble. Ce produit supplémentaire est reversé à l'Établissement Public Territorial par le biais du FCCT (fonds de compensation des charges transférées.

En l'absence d'augmentation des taux ou de modification de la politique d'abattement, la progression du produit fiscal est la conséquence de l'évolution des bases qui résulte de deux variables : la revalorisation annuelle décidée en Loi de Finances et la variation physique des bases, conséquence du dynamisme des nouveaux logements construits sur le territoire.

Depuis 2014, les bases de taxe d'habitation ont augmenté de 4,53% (15,97% depuis 2010) et les bases de taxe sur le foncier bâti de 4,08 % (15,95% depuis 2010). Ce dynamisme des bases fiscales entraîne une progression modérée des recettes fiscales de la Ville.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF



Il est à signaler que la majoration à 60 % de la taxe d'habitation applicable aux résidences secondaires représente un produit de 816.793 euros.

1.1.2 Autres taxes et recettes fiscales

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Droits de stationnement	723 499	926 538	590 719	1 024 543
Taxe sur l'électricité	1 652 741	1 640 584	1 907 798	1 701 610
Taxe de séjour	104 781	239 495	347 650	195 422
TLPE	52 885	36 071	477 585	100 022
Droits de mutation	3 992 393	5 353 754	4 524 998	7 819 367
AUTRES RECETTES FISCALES	**6 526 299**	**8 196 442**	**7 848 750**	**10 840 964**

Les autres recettes fiscales (taxes hors fiscalité locale) sont en nette augmentation en 2017 portées par des droits de mutation à un niveau exceptionnel (7,8 millions d'euros) conséquence notamment de la perception de 2,0 millions d'euros sur une seule opération (vente de la tour Cityscop). Sans cette opération, les droits de mutation se seraient situés à 5,8 millions d'euros.

1.1.3 Dotations de l'État et Compensations fiscales

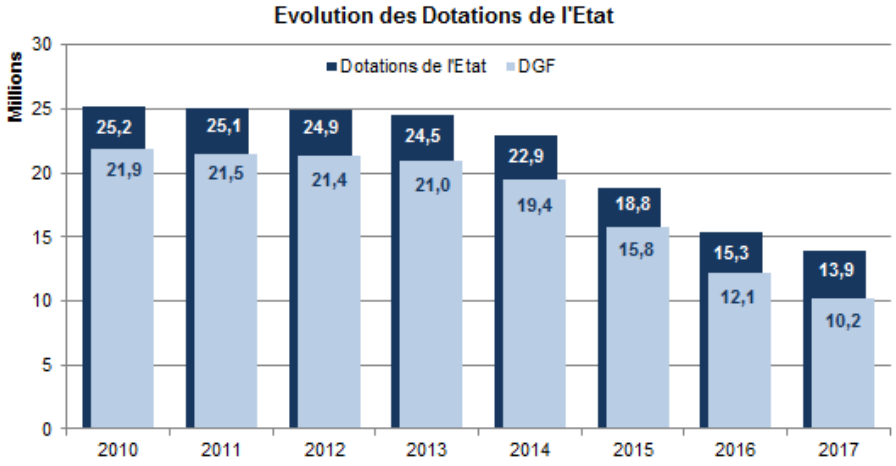
	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Dotation Globale de Fonctionnement (DGF)	19 436 411	15 771 308	12 128 751	10 193 331
Dotation de Solidarité Utbaine (DSU)	2 557 700	2 580 719	2 606 526	3 093 250
Dotation de Décentralisation	490 611	408 985	579 751	488 725
Autres dotations	369 609	58 073	23 705	80 371
TOTAL DOTATIONS DE L'ETAT	**22 854 331**	**18 819 085**	**15 338 733**	**13 855 677**
TOTAL COMPENSATIONS FISCALES	**2 874 760**	**2 710 988**	**3 245 124**	**3 346 724**

Depuis 2012, les dotations de l'État envers les collectivités ont fortement diminué. Cette baisse s'est accentuée en 2014 avec la mise en place d'une contribution au redressement des comptes publics directement prélevée sur la dotation globale de fonctionnement versée annuellement aux collectivités.

Depuis 2012, la DGF perçue par la ville de Montreuil a diminué de 11,2 millions d'euros (6% des recettes de fonctionnement), soit une perte cumulé de 28,4 millions d'euros que la ville ne retrouvera jamais.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

L'augmentation de la dotation de solidarité urbaine (DSU) en 2017 (+ 0,5 million d'euros) ou celle des allocations pour compensations fiscales (+0,1 million d'euros) sont loin de compenser la dernière année de baisse de la DGF (-0,9 million d'euros).



Les compensations fiscales correspondent au remboursement par l'État des mesures d'exonération décidées par lui-même qui impactent le produit fiscal perçu par les collectivités. Comme souvent avec les compensations de l'État, elles ne couvrent pas la perte de produit exonéré.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Compensations TH	1 506 781	1 731 191	2 052 500	2 652 199
Compensations TFB	436 228	360 143	667 647	531 554
Compensations TFNB	2 142	1 954	1 773	1 647
Dotation Unique de Compensation de la TP	925 124	611 203	518 346	161 324
Compensations pour perte de Droits de Mutation	4 485	6 497	4 858	
TOTAL COMPENSATIONS FISCALES	**2 874 760**	**2 710 988**	**3 245 124**	**3 346 724**

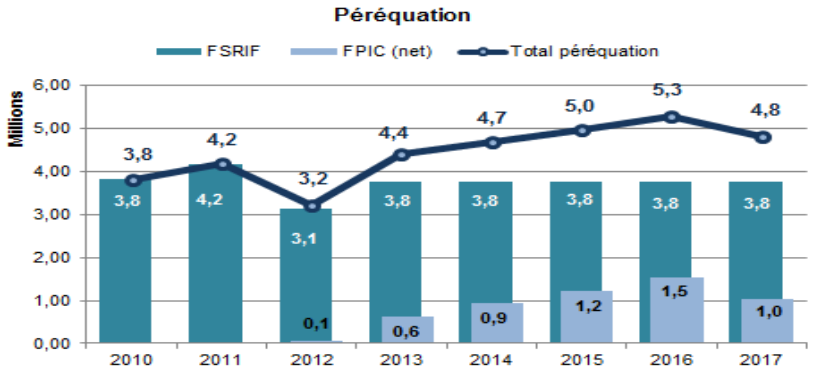
Alors que les bases exonérées en matière de taxe d'habitation ont progressé de 18% depuis 2014 (représentant 9% des bases brutes, soit une perte potentielle de produit de l'ordre de 1,7 million d'euros), les compensations fiscales en la matière n'ont progressé que de 1,1 million d'euros. A cela s'ajoute, la progressive disparition de la dotation unique de compensation de la taxe professionnelle (DUCSTP), définitive à partir de 2018.

1.1.4 Péréquation

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
FSRIF (Fonds de Solidarité de la Région IdF)	3 755 075	3 755 075	3 755 075	3 755 075
FPIC (Fonds de Péréquation Inter Communal)	1 292 778	1 728 654	2 243 763	2 125 098
TOTAL RECETTES PEREQUATION	**5 047 853**	**5 483 729**	**5 998 838**	**5 880 173**
Contribution au FPIC	-359 922	-522 026	-726 031	-1 084 548
RECETTES NETTES DE PEREQUATION	**4 687 931**	**4 961 703**	**5 272 807**	**4 795 625**

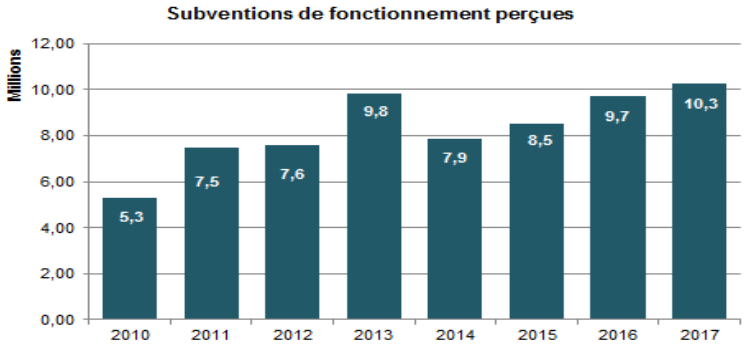
Pour la première fois depuis l'instauration du fonds de péréquation national (FPIC) en 2012, les recettes nettes de péréquation perçues par Montreuil diminuent (-0,5 million d'euros). L'évaluation de « la richesse » du territoire au niveau des établissements publics territoriaux et non plus au niveau de la commune entraine pour Montreuil une diminution de l'attribution du FPIC et une augmentation de sa contribution à la solidarité nationale.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF



1.1.5 Subventions

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
TOTAL SUBVENTIONS	7 864 477	8 539 667	9 736 089	10 269 427



Contrairement aux dotations, les subventions sont la contrepartie de dépenses effectuées et justifiées. Les subventions de fonctionnement perçues augmentent régulièrement sur les derniers exercices, ce qui démontre la volonté de la collectivité de chercher toutes les sources de financement possible pour ses activités.

Principaux financeurs : la Caisse d'Allocations Familiales (5,9 millions d'euros sur la petite enfance, l'enfance, la jeunesse et la solidarité) l'État (1,0 million d'euros via ses différentes agences : ARS, CGET, ANRU, France Agrimer, etc.), le département de Seine-Saint-Denis (0,4 million d'euros) et la Caisse Primaire d'Assurances Maladie (0,2 million d'euros).

1.1.6 Produits des services

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Occupation du domaine public	692 298	1 161 780	1 263 254	1 905 782
Redevances tarifaires	8 612 522	10 525 143	9 452 897	10 239 850
Remboursements (MAD / Frais)	3 147 190	2 290 864	2 974 850	2 763 486
Autres	364 296	112 265	49 228	91 634
TOTAL PRODUITS DES SERVICES	12 816 306	14 090 052	13 740 229	15 000 752

Les produits des services ont fortement augmenté en 2017 (+9%) après une baisse en 2016.

Les produits d'occupation du domaine public sont en nette augmentation (+50%) mais cette hausse doit être minorée de nombreux rattrapages portant sur les exercices antérieurs (par exemple, les droits de terrasses qui n'avaient pas été titrés en 2016).

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Les recettes tarifaires sont également en augmentation (+8 %), conséquence d'une augmentation de la fréquentation des activités (périscolaire notamment) et de rattrapage de recettes non titrées en 2016 (régie de la maison des pratiques amateurs / culture notamment).

Cette augmentation n'est pas la conséquence de hausses de tarifs, mais bien d'une croissance de la fréquantation.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Redevances à caractère culturel	545 865	576 161	269 250	616 230
Redevances à caractère sportif et de loisirs	729 245	851 889	318 856	433 661
Redevances à caractère social	4 641 326	5 421 149	5 418 871	5 553 083
Redevances à caractère périscolaire	2 685 111	3 631 745	3 445 919	3 636 876
Autres prestations de service	10 975	44 200	0	0
TOTAL REDEVANCES TARIFAIRES	**8 612 522**	**10 525 144**	**9 452 896**	**10 239 850**

1.1.7 Autres recettes

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Atténuation de charges (chapitre 013)	1 571 785	1 678 703	1 537 231	1 754 042
Autres produits de gestion courante (chapitre 75)	3 775 270	4 039 088	4 273 172	3 288 098
Produits financiers (chapitre 76)	84 237	73 447	11 693	58 468
Produits exceptionnels (chapitre 77)	1 499 314	1 385 397	182 540	361 838

Les autres recettes perçues au cours de l'exercice concernent divers remboursements de salaires et de charges dans le cadre de l'assurance pour risques statutaires, des indemnités journalières, des mises à disposition d'agents à certaines associations, d'agents détachés (chapitre 013 – atténuation de charges) auxquels s'ajoutent les revenus du patrimoine loué et les redevances versées par des concessionnaires (chapitre 75 – autres produits de gestion courante) ainsi que des produits financiers nés d'intérêts perçus suite à des sommes déconsignées (chapitre 76) et des produits dit « exceptionnels » (mandats d'exercices antérieurs annulés, recouvrements sur produits admis en non-valeur, assurances).

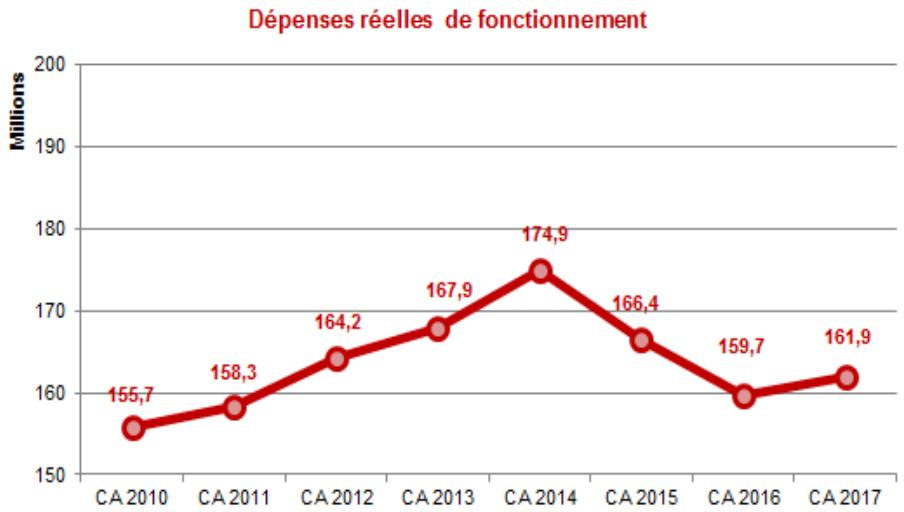
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

1.2 – DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
011 Charges à caractère général	**43 566 027**	**35 667 352**	**34 162 482**	**34 267 889**
012 Charges de personnel	**109 913 754**	**110 658 719**	**107 925 764**	**109 492 020**
014 Atténuation de produits	**372 107**	**1 437 595**	**1 044 558**	**1 405 151**
dont contribution au FPIC	*359 922*	*522 026*	*726 031*	*1 084 548*
dont reversement trop perçu AC Est Ensemble			*305 603*	*305 603*
dont autres reversements	*12 185*	*915 569*	*12 925*	*15 000*
65 Autres charges de gestion courantes	**13 913 782**	**12 659 840**	**11 163 259**	**12 255 542**
dont Indemnités des élus	*1 068 126*	*1 126 786*	*1 096 511*	*1 085 936*
dont subvention Caisse des Ecoles	*1 082 500*	*993 473*	*739 001*	*1 035 995*
dont subvention CCAS	*1 872 000*	*1 871 934*	*1 422 000*	*1 600 000*
dont participation BSPP	*2 316 781*	*1 960 062*	*1 330 655*	*1 742 116*
dont subvention OPHM CGLLS			*472 000*	*1 000 000*
dont subventions aux associations	*6 872 199*	*5 961 846*	*5 512 863*	*5 255 831*
dont reversement FCCT Est Ensemble			*30 357 370*	*30 448 393*
dont retraitement			*-30 357 370*	*-30 448 393*
dont autres	*702 176*	*745 739*	*590 229*	*535 664*
656 Fonctionnement des groupes des élus	**44 924**	**106 697**	**54 007**	**94 180**
DEPENSES DE GESTION COURANTE	**167 810 593**	**160 530 203**	**154 350 071**	**157 514 781**
66 Charges financières	**5 418 774**	**5 243 024**	**4 714 686**	**4 137 638**
67 Charges exceptionnelles	**1 651 359**	**674 061**	**651 176**	**200 118**
DEPENSES REELLES DE FONCTIONNEMENT	**174 880 726**	**166 447 288**	**159 715 932**	**161 852 537**
	4,15%	*-4,82%*	*-4,04%*	*1,34%*

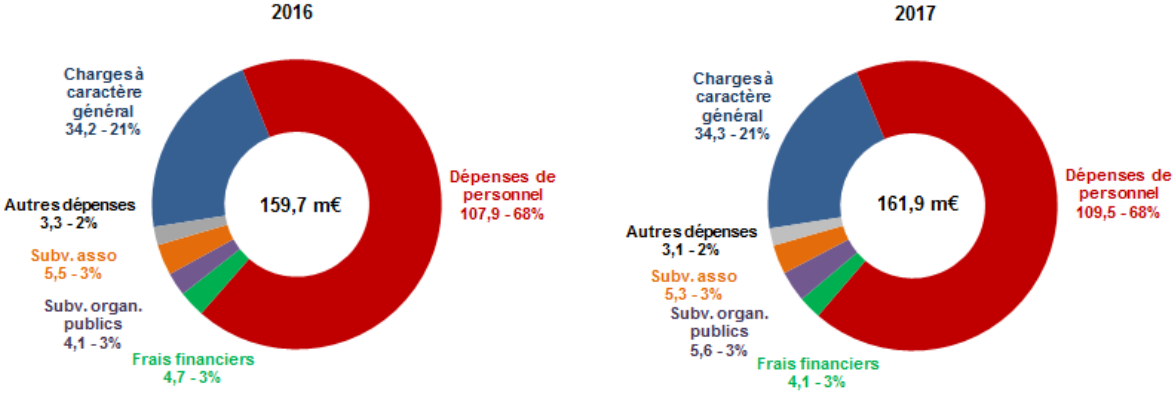
Après deux exercices de forte diminution (-4,8% et -4,0% en 2015 et 2016), les dépenses de fonctionnement ont légèrement augmenté en 2017 (+1,3%). Elles restent maîtrisées, l'augmentation étant la conséquence de mesures externes pesant sur la masse salariale ou sur la contribution à la solidarité nationale (FPIC), de subventions et participations revues à leur juste valeur (BSPP, CCAS, Caisse des écoles).

Les dépenses de fonctionnement des services municipaux (chapitre 011) sont quasi stables (+0,3%) alors que les frais financiers diminuent (-12,2%).



Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Répartition des dépenses reelles de fonctionnement



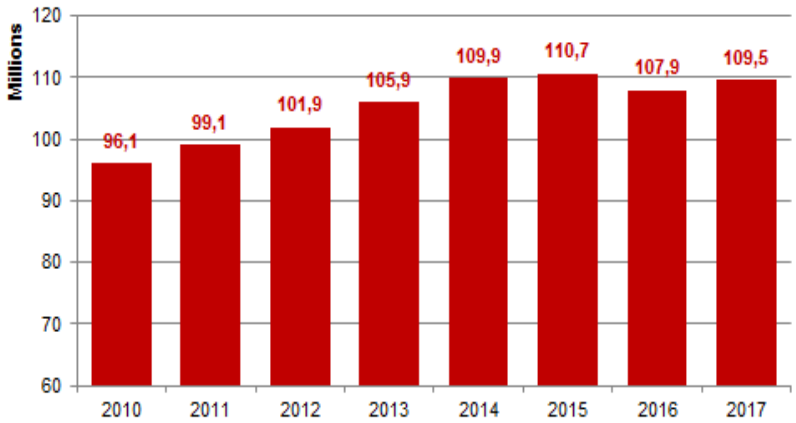
1.2.1 Les dépenses de personnel

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Rémunération des agents	74 994 770	75 217 391	73 124 606	74 009 033
Charges et cotisations	33 462 278	33 769 244	32 870 516	33 618 641
Autres dépenses	1 456 706	1 672 084	1 930 642	1 864 346
TOTAL DEPENSES DE PERSONNEL	**109 913 754**	**110 658 719**	**107 925 764**	**109 492 020**

Les dépenses de personnel constituent la principale dépense de fonctionnement (68%). Elles ont progressé modérément en 2017 (+1,45%), sans toutefois revenir à leur niveau de 2015. L'augmentation constatée sur cet exercice est essentiellement la conséquence de facteurs exogènes qui ont plutôt bénéficié aux agents du service public (application du PPCR[1], augmentation du point d'indice au 1er février 2017), du taux de cotisation retraite, et des élections présidentielles et législatives.

Cette hausse très mesurée traduit aussi les efforts des services pour rendre le service public dans des conditions complexes.

Evolution des dépenses de personnel

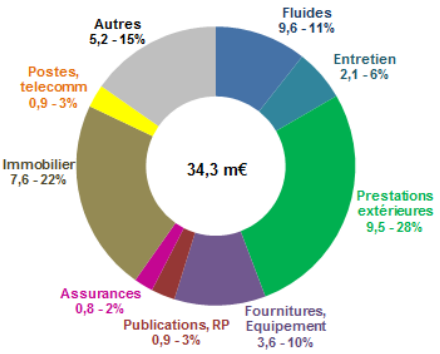


[1] Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations

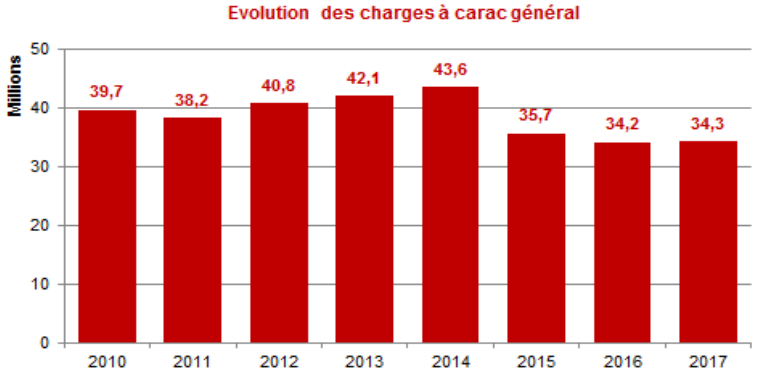
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

1.2.2 Les charges à caractère général

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Fluides (électricité, chauffage, eau ...)	4 357 385	3 478 109	3 674 426	3 643 351
Entretien courant du patrimoine	3 792 520	2 804 676	2 689 024	2 052 248
Prestations extérieures	10 512 172	9 097 191	9 132 529	9 455 733
Fournitures, petit équipement	4 354 980	3 568 830	3 556 627	3 625 751
Publications, relations publiques	1 395 047	1 010 791	985 961	947 979
Assurances	700 685	736 694	833 928	760 668
Immobilier (locations, taxes foncières)	7 828 895	7 481 107	7 483 863	7 631 936
Frais postaux et de télécommunications	908 375	956 824	1 151 401	910 175
Autres dépenses	9 715 969	6 533 130	4 654 723	5 240 046
TOTAL CHARGES A CARAC GENERAL	**43 566 027**	**35 667 352**	**34 162 482**	**34 267 889**



Les charges à caractère général restent stables (+0,31%) et sont maitrisées depuis trois exercices. Pour autant, le niveau et la qualité de service offert aux montreuillois n'ont pas été remis en cause (ouvertures de classes, nouvelles activités). La ville a maintenu son soutien au développement culturel et aux activités sportives.



1.2.3 Les subventions et participations

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Participation BSPP	2 316 781	1 960 062	1 330 655	1 742 116
Subvention Caisse des Ecoles	1 082 500	993 473	739 001	1 035 995
Subvention CCAS	1 872 000	1 871 934	1 422 000	1 600 000
Subvention OPH Montreuil (CGLLS)			472 000	1 000 000
Contributions Autres organismes Publics	289 501	338 034	186 283	196 737
Subventions Organismes Publics	**5 560 782**	**5 163 503**	**4 149 939**	**5 574 848**
Subventions Associations	**6 872 199**	**5 961 846**	**5 512 863**	**5 255 831**
TOTAL SUBVENTIONS et PARTICIPATIONS	**12 432 981**	**11 125 349**	**9 662 802**	**10 830 679**

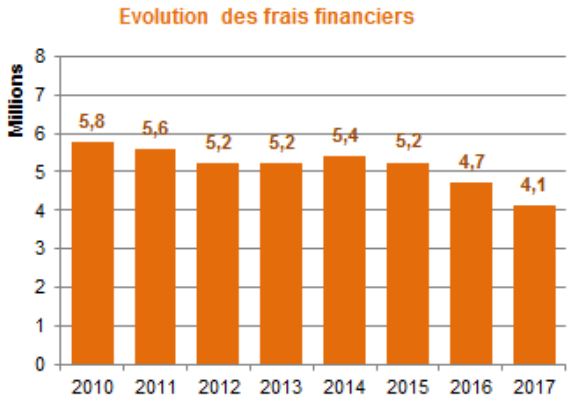
Du fait d'une surutilisation des rattachements, la participation au contingent BSPP a été survalorisée comptablement en 2014 et 2015, et par ricochet sous-valorisée en 2016. La dépense 2017 correspond bien à la participation annuelle demandée à Montreuil.

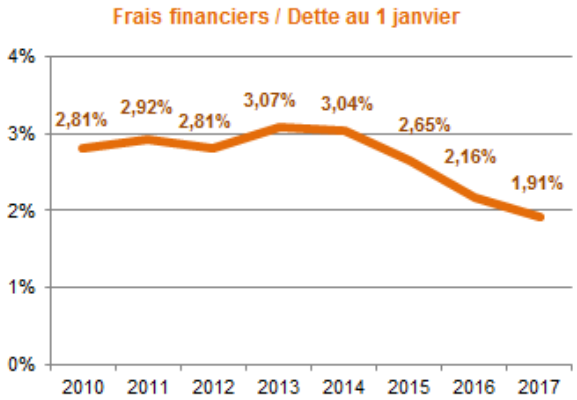
Du fait d'excédents, les subventions à la Caisse des écoles et au CCAS avaient été ajustées à la baisse en 2016. Elles sont rehaussées, tenant compte des besoins de ces établissements. En 2017, la ville a également contribué au redressement de l'OPHM en lui versant une subvention de 1 million d'euros conformément au protocole CGLLS[2].

[2] Caisse de garantie du logement locatif social.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

1.2.4 Les frais financiers





Du fait de la diminution de l'encours, de taux historiquement bas et de la gestion active menée par la collectivité, les frais financiers sont en constante diminution. Compte tenu de l'encours de dette (217,1 millions d'euros au 1er janvier 2017), les charges financières sont extrêmement faibles.

Si le poids de la dette est important, son coût reste – pour le moment – réduit.

1.2.5 Les autres dépenses

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Contribution au FPIC	359 922	522 026	726 031	1 084 548
Reversement AC Est-Ensemble			305 603	305 603
Autres reversements	12 185	915 569	12 925	15 000
Indemnités des élus	1 068 126	1 126 786	1 096 511	1 085 936
Autres dépenses de gestion courante	457 599	514 401	457 954	433 107
Charges exceptionnelles	1 651 359	674 061	651 176	200 118
AUTRES DEPENSES	**3 549 191**	**3 752 843**	**3 250 200**	**3 124 312**

Pour la quatrième année consécutive, la contribution de la ville au FPIC (fonds de péréquation inter communale) augmente (1,1 million d'euros), alors que pour la première fois, le versement en provenance de ce fonds de péréquation national a diminué (2,1 millions d'euros). Montreuil ne bénéficie donc plus de la dynamique de la péréquation.

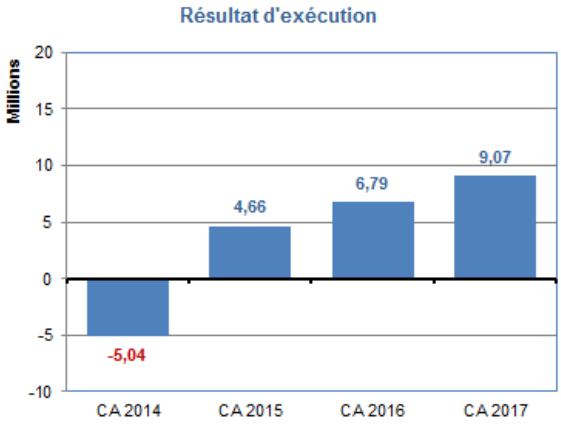
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

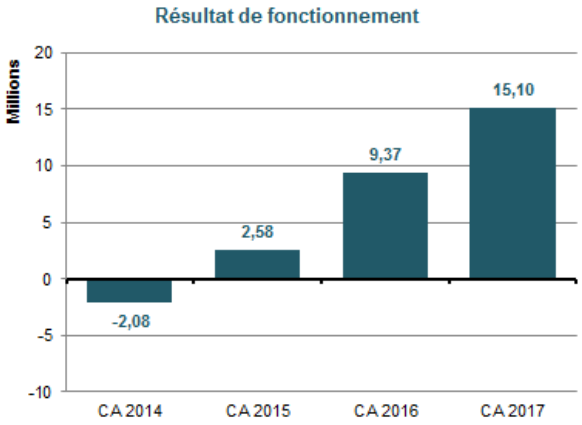
1.3 – RÉSULTAT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Recettes de fonctionnement	179 022 006	188 451 908	208 093 691	212 163 289
Dépenses de fonctionnement	184 064 115	183 790 811	201 302 167	203 090 280
Résultat d'exécution	**-5 042 109**	**4 661 096**	**6 791 524**	**9 073 009**
Reprise résultat n-1	2 964 152	-2 077 957	2 583 139	6 031 472
Résultat de fonctionnement	**-2 077 957**	**2 583 139**	**9 374 663**	**15 104 481**

Le résultat d'exécution (recettes – dépenses de l'exercice) est positif à hauteur de 9,1 millions d'euros, l'excédent le plus fort depuis 2014. Ce résultat est révélateur de la structure même du budget de fonctionnement, son augmentation est révélateur des marges de manœuvre retrouvées.

La section de fonctionnement est clôturée avec un excédent de 15,1 millions d'euros, puisque doit être repris la part du résultat de fonctionnement 2016 non affectée directement à l'investissement, soit 6,0 millions d'euros.





Cet excédent de 15,1 millions d'euros doit prioritairement couvrir l'éventuel déficit de la section d'investissement puis être affecté au budget primitif 2018.

Il est à signaler que les dépenses prévues au budget 2018 ont été réalisées à hauteur de 98,7% et les recettes à 102,76 %.

Le résultat d'exécution de 9,1 millions d'euros provient donc :

- De la non réalisation de certaines dépenses : 2,9 millions d'euros.
- Des recettes encaissées supérieures aux prévisions : 5,7 millions d'euros.
- D'un excédent déjà prévu au BP pour financer l'investissement : 6,5 millions d'euros.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

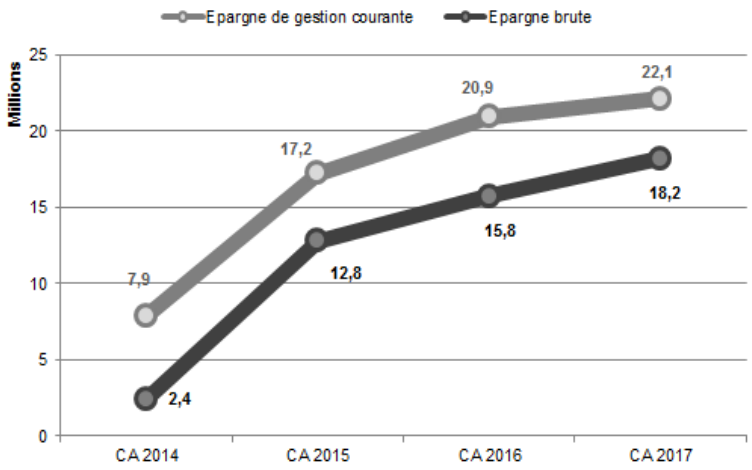
II – EPARGNE ET CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

2.1 – EPARGNE BRUTE

L'épargne brute traduit la différence entre les recettes de fonctionnement et les dépenses. Il s'agit d'un des indicateurs les plus pertinents pour apprécier la santé financière d'une collectivité puisqu'il mesure à la fois les marges de manœuvre et la capacité à investir. L'épargne brute est donc affectée à la couverture des dépenses d'investissement avec pour priorité le remboursement de la dette.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Recettes de gestion courante	175 731 994	177 776 134	175 276 739	179 659 132
Dépenses de gestion courante	167 810 593	160 530 203	154 350 071	157 514 781
Epargne de gestion courante	**7 921 401**	**17 245 931**	**20 926 668**	**22 144 351**
Taux d'épargne de gestion courante	*4,51%*	*9,70%*	*11,94%*	*12,33%*
Produits financiers	84 237	73 447	11 693	58 468
Charges financières	5 418 774	5 243 024	4 714 686	4 137 638
Produits exceptionnels	1 499 314	1 385 397	182 540	361 838
Charges exceptionnelles	1 651 359	674 061	651 176	200 118
Epargne brute	**2 434 819**	**12 787 690**	**15 755 039**	**18 226 901**
Taux d'épargne	*1,37%*	*7,13%*	*8,98%*	*10,12%*

L'épargne brute de la ville de Montreuil continue sa progression et atteint 18,2 millions d'euros, soit une progression significative de plus de 15 millions d'euros en l'espace de trois exercices. Le taux d'épargne remonte et dépasse désormais le seuil des 10% (10,12 %), cible couramment utilisée en analyse financière et en indicateur de bonne gestion.



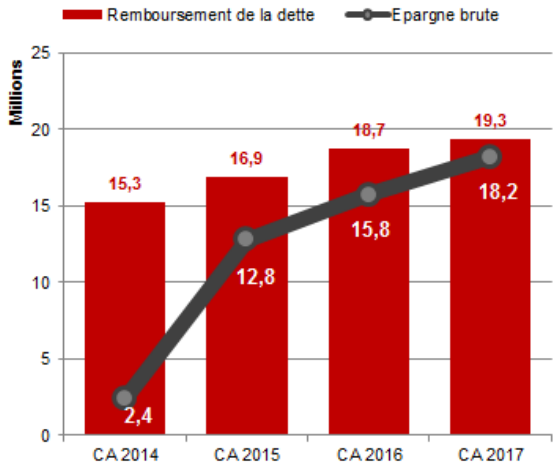
2.2 – EPARGNE NETTE OU CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

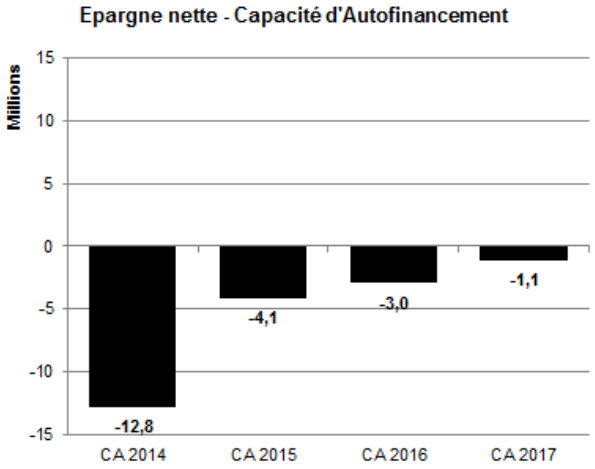
La capacité d'autofinancement (CAF ou épargne nette) mesure la capacité d'une collectivité à investir et à réaliser des dépenses d'équipement après remboursements de ses échéances de dette.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Epargne Brute	2 434 819	12 787 690	15 755 039	18 226 901
Remboursement de la dette	15 268 348	16 915 713	18 729 665	19 331 138
Epargne nette - Capacité d'Autofinancement	**-12 833 530**	**-4 128 022**	**-2 974 626**	**-1 104 237**

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

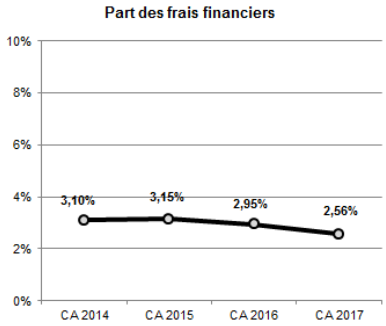
La Capacité d'Autofinancement s'améliore (-1,1 million d'euros) mais reste négative. L'épargne retrouvée ne suffit pas à rembourser les échéances de dette de l'année (en progression également).

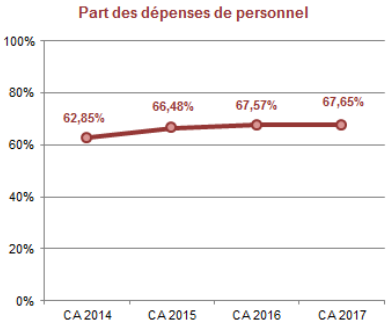


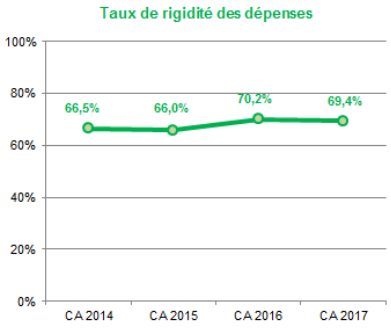


2.3 – AUTRES RATIOS FINANCIERS

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Part des frais financiers	3,10%	3,15%	2,95%	2,56%
Part des dépenses de personnel	62,9%	66,5%	67,6%	67,6%
Taux de rigidité des dépenses obligatoires	66,5%	66,0%	70,2%	69,4%







La proportion que représentent les dépenses de personnel dans les dépenses de fonctionnement est stable entre 2016 et 2017. Pour mémoire, la forte augmentation de cette proportion entre 2014 et 2016 (de 62,9% à 67,6%) est entièrement liée à la baisse des dépenses de fonctionnement courant de la collectivité réalisée sur cette période.

Les dépenses de personnel ont été maitrisées en volume mais leur part dans le budget a augmenté « mécaniquement » du fait de la réduction des autres dépenses de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

III – SECTION D'INVESTISSEMENT

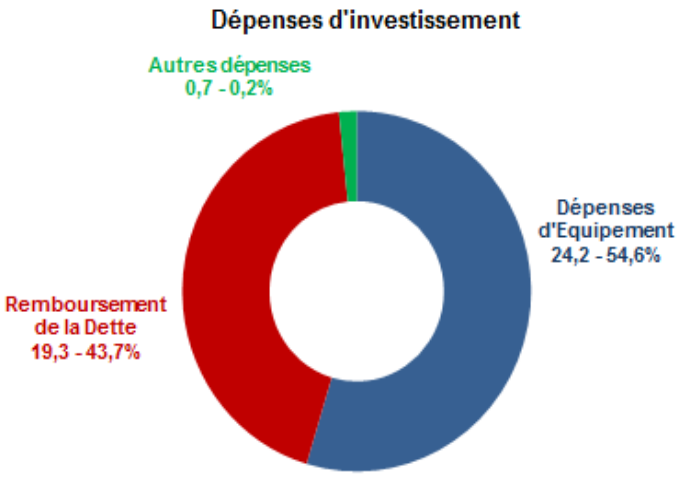
3.1 – DEPENSES D'INVESTISSEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
2. Dépenses d'Equipement	**54 376 814**	**32 364 679**	**27 779 288**	**24 155 234**
16 Remboursement de la dette	**15 279 186**	**16 924 793**	**18 730 835**	**19 332 694**
Autres dépenses	**1 336 035**	**972 383**	**65 129**	**718 683**
dont remboursement de recettes perçues	*25 000*	*208 297*	*0*	*283 751*
dont participations	*989 000*	*494 500*		
dont immobilisations financières	*213 730*	*205 711*		*425 360*
dont opérations pour compte de tiers	*105 792*	*61 362*	*62 616*	*7 062*
dont amortissements	*2 513*	*2 513*	*2 513*	*2 509*
DEPENSES D'INVESTISSEMENT	**70 992 035**	**50 261 855**	**46 575 252**	**44 206 610**
Retraitement - Refinancement d'Emprunts				2 000 000
Retraitement - Différence sur cessions	872	263 970	0	6 000
Retraitement - Opérations patrimoniales	14 837 873	15 400 000	2 497 494	836 887
TOTAL = CA 2017	**85 830 780**	**65 925 825**	**49 072 746**	**47 049 497**

Les dépenses d'investissement se sont élevées en 2017 à 47,0 millions d'euros (-4,1% par rapport à 2016) dont 46,2 millions d'euros de dépenses réelles (-0,8%).

Les opérations patrimoniales (836.887 euros), la constatation de moins-values sur cessions (6.000 euros) ainsi qu'une écriture de consolidation d'un emprunt (2 millions d'euros) sont neutres, égales en recettes et en dépenses, et sont exclues du périmètre étudié.

Les dépenses d'équipement (24,2 millions d'euros, -13,0%) sont la principale dépense d'investissement avec le remboursement de la dette (19,3 millions d'euros, +3,2%).



3.1.1 Les dépenses d'équipement

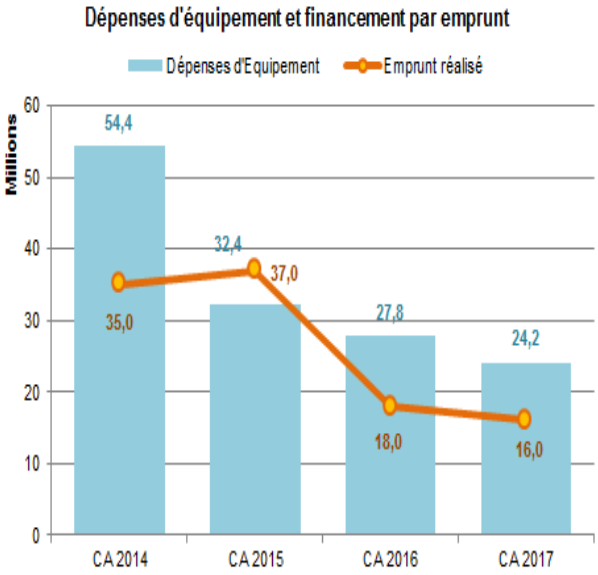
Les dépenses d'équipement (chapitre 20 à 23) comprennent les travaux réalisés, les frais d'études, les acquisitions mobilières et immobilières ainsi que les subventions versées.

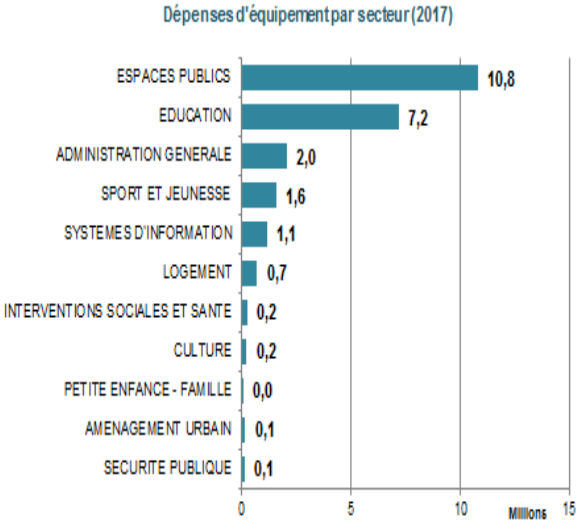
La ville a réalisé en 2017 des dépenses d'équipement à hauteur de 24,2 millions d'euros, un niveau légèrement inférieur à 2016 (27,8 millions d'euros). Il convient de signaler qu'au 31

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

décembre, de nombreuses opérations étaient en cours, notamment la construction de deux écoles, représentant un report de crédits de dépenses de 18,0 millions d'euros qui vont se réaliser sur l'exercice 2018.

Les dépenses d'équipement réalisées sont loin de celles réalisées en 2014 (54,4 millions d'euros), mais ce niveau de dépenses est insupportable pour la ville compte tenu de sa capacité d'autofinancement. Pour financer ses dépenses 2014, la ville avait dû mobiliser 35,0 millions d'euros d'emprunt en 2014, auxquels ont dû être ajoutés 37,0 millions d'euros en 2015 compte tenu du déficit de clôture 2014 (-21,0 millions d'euros).





Comme en 2015 et 2016, les investissements réalisés en 2017 se sont essentiellement concentrés sur les deux secteurs prioritaires de la municipalité : l'aménagement des espaces publics (10,8 millions d'euros) et l'éducation (7,2 millions d'euros).

Principales opérations :

Education : construction des groupes scolaires Marceau et Louis et Madeleine Odru, mise aux normes du groupe scolaire Voltaire-Héritier, ainsi que 2,5 millions d'euros pour la rénovation des écoles et des cours d'écoles.

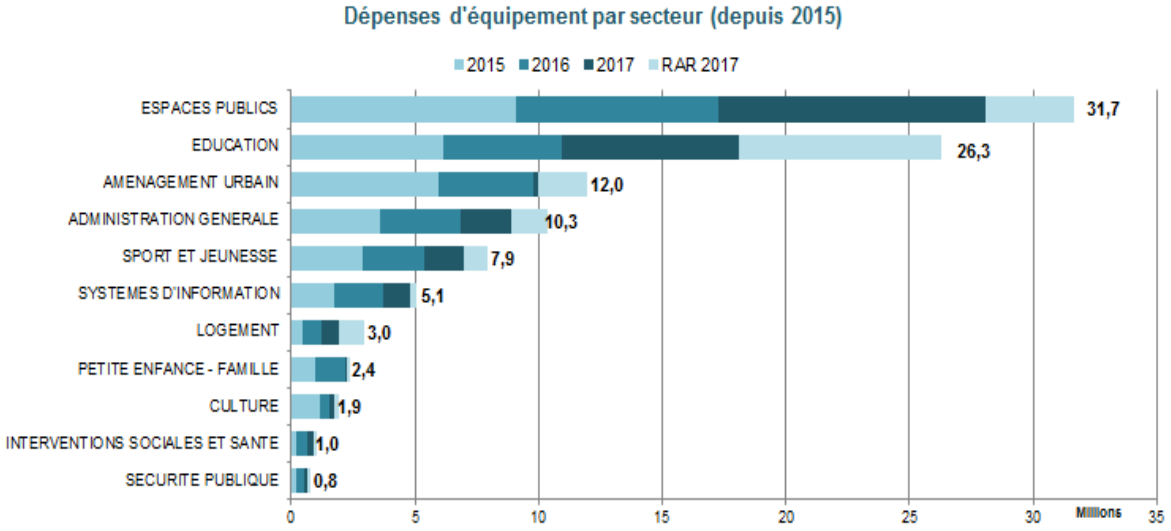
Espaces Publics : les PRUS La Noue et Bel Air, la poursuite de la restauration des murs à pêches, 1 million d'euros pour l'amélioration de l'éclairage public, plus de 2,1 millions d'euros pour la réfection des voiries et 280.000 € pour l'aménagement du cimetière.

Equipements sportifs : stade Robert Barran, terrain de pétanque La Noue, rénovation Arthur Ashe, terrain multisports Bel Air (terrain rouge) et 550.000 euros pour l'entretien et la rénovation de l'ensemble du patrimoine sportif.

Autres : 1,5 millions d'euros dans le cadre du budget participatif, 2,0 millions d'euros de travaux de rénovation et mises aux normes des bâtiments et équipements publics ainsi que 1,1 million d'euros pour les systèmes d'information.

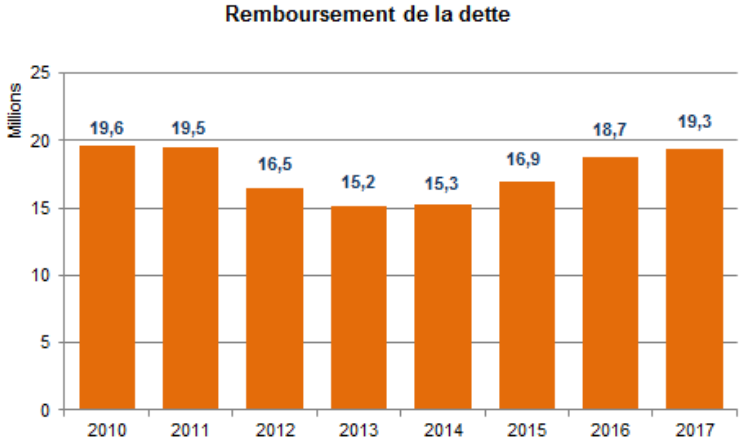
Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Globalement, depuis 2015, ce sont 102,3 millions d'euros de dépenses d'équipement (y compris les restes à réaliser 2014) qui ont été engagées selon la répartition suivante :



3.1.2 Le remboursement de la dette

Le remboursement de la dette a représenté une dépense de 19,3 millions d'euros en 2017. Il a fortement augmenté depuis 2014, conséquence de l'augmentation de l'encours de dette entre 2012 et 2015 et du fait de son profil d'amortissement. Cette lourde dépense freine désormais la capacité d'investissement de la Ville.



3.1.3 Autres dépenses d'investissement

Les autres dépenses d'investissement comprennent en 2017 :

- 125.360 euros de frais de consignation.
- 300.000 euros d'annulation d'un titre de déconsignation effectué à tort en 2012.
- 282.832 euros de remboursement suite à un trop versé sur un PAE.
- 7.062 euros d'opérations effectuées pour compte de tiers.

Ainsi que divers mouvements d'ordre sur cessions (6.000 euros), amortissements (2.509 euros) et opérations patrimoniales (836.887 euros).

Ces mouvements d'ordre sont neutres budgétairement, une recette du même montant étant constatée, et sans impact financier car ils ne donnent pas lieu à un décaissement.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

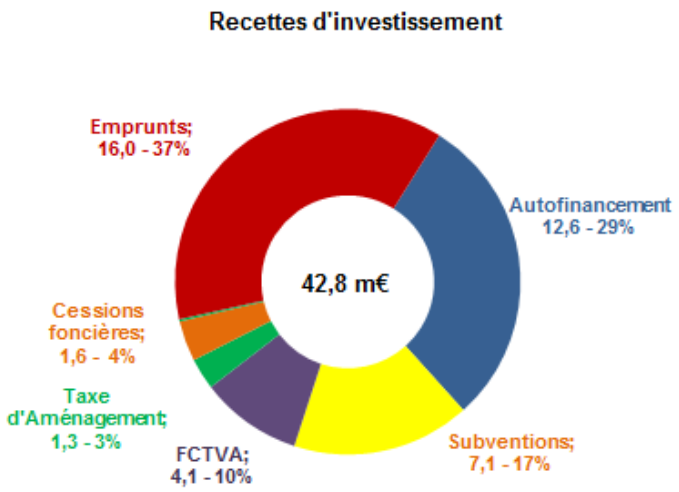
3.2 – RECETTES D'INVESTISSEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
040 Dotations aux amortissements	**7 399 657**	**8 129 107**	**8 966 028**	**9 156 402**
1068 Excédent de fonctionnement capitalisé	**11 066 281**			**3 448 221**
RESSOURCES INTERNES	**18 465 938**	**8 129 107**	**8 966 028**	**12 604 622**
13 Subventions d'investissement	**6 336 321**	**5 664 239**	**8 061 434**	**7 148 974**
10 FCTVA	**5 983 808**	**5 673 088**	**6 432 964**	**4 088 815**
10 Taxes d'Aménagement	**1 038 286**	**915 493**	**973 644**	**1 258 960**
040 Cessions foncières	**1 632 859**	**8 950 446**	**2 262 837**	**1 626 949**
- Autres recettes	**1 276 697**	**1 059 965**	**217 596**	**92 445**
dont remboursements	*328 160*	*308 610*	*4 002*	*0*
dont immobilisations financières	*773 898*	*694 661*	*154 800*	*30 454*
dont opérations pour compte de tiers	*174 639*	*56 694*	*58 794*	*61 991*
RESSOURCES EXTERNES	**16 267 971**	**22 263 231**	**17 948 475**	**14 216 144**
EMPRUNTS	**35 008 097**	**37 000 000**	**18 000 000**	**16 000 000**
RECETTES D'INVESTISSEMENT	**69 742 006**	**67 392 338**	**44 914 503**	**42 820 766**
Retraitement - Refinancement d'Emprunts				2 000 000
Retraitement - Différence sur cessions	872	263 970	0	6 000
Retraitement - Opérations patrimoniales	14 837 873	15 400 000	2 497 494	836 887
TOTAL = CA 2017	**84 580 751**	**83 056 309**	**47 411 997**	**45 663 653**

Hors emprunts, les recettes d'investissement sont quasi stables par rapport à 2016 (-0,35%).

Si les ressources internes (autofinancement : amortissements et excédent de fonctionnement 2016 directement affectés à l'investissement) progressent, les ressources externes diminuent, à l'exception du produit de la taxe d'aménagement.

En 2017, la ville a perçu un peu moins de subventions, de FCTVA (les dépenses d'investissement 2015 étant inférieures à 2014) et a réalisé moins de cessions de patrimoine.



Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

3.2.1 Les ressources internes (autofinancement)

Les recettes d'autofinancement directement affectées à la section d'investissement (à ne pas confondre avec la capacité d'autofinancement) concernent : les dotations aux amortissements pour 9,2 millions d'euros (mouvements d'ordre) ainsi que l'affectation directe d'une partie de l'excédent de fonctionnement 2016 afin de couvrir le déficit d'investissement pour 3,4 millions d'euros. Ces recettes sont en progression.

3.2.2 Les autres ressources propres d'investissement

En 2017, la ville a perçu 7,1 millions d'euros de subventions d'investissement de la part de différents partenaires :

- État (ANRU, AESN, aide aux maires bâtisseurs) : 1,5 million d'euros.
- Région Ile-de-France : 0,8 million d'euros.
- Métropole du Grand Paris (FIM) : 0,3 million d'euros.
- Est Ensemble (ZAC Boissière Acacia) : 0,9 million d'euros.
- CAF (petite Enfance) : 0,4 million d'euros.
- SOREQA (ZAC Fraternité) : 2,0 millions d'euros.

Au chapitre 13, la ville a également encaissé 0,5 million d'euros dans le cadre des Programmes d'Aménagement d'Ensemble (PAE) et 0,7 million d'euros au titre du reversement du produit des amendes de police.

Ont été également effectuées pour 1,6 million d'euros de cessions foncières (compte 775) correspondant aux ventes suivantes :

- 73 rue Victor Hugo / 2, rue Rabelais (360.000 €)
- 26, rue Barbès (230.000 €)
- 50, rue Anne Frank (183.000 €)
- 4, rue des Gradins (70.000 €)
- Appartements 134, rue Saint Denis (206.000 €)
- 57, rue Hoche (117.000 €)
- 18-28, boulevard Aristide Briand (104.000 €)
- 14, rue Paul Bert et 248, rue de Paris (ZAC Fraternité) (180.300 €)
- 10, boulevard Henri Barbusse (75.000 €)
- 66 bis, rue du Moulin à vent (50.000 €)
- 136, rue de Rosny (18.000 €)
- Véhicules (11.100 €)

Le remboursement de la TVA versées sur les investissements 2015 a représenté une recette de 4,1 millions d'euros alors que la taxe d'aménagement a rapporté 1,3 million d'euros.

Les autres recettes sont constituées de déconsignations (30.454 euros) et de titres émis pour le remboursement d'opérations effectuées pour compte de tiers (61.991 euros).

3.2.3 L'emprunt

Au cours de l'exercice 2017, la ville a mobilisé 16,0 millions d'euros correspondant pour 6,0 millions d'euros à un solde d'emprunt reporté de 2016 et pour 10,0 millions d'euros à un nouvel emprunt. Progressivement le recours à l'emprunt diminue, ce qui permet à la ville de se désendetter légèrement, remboursant plus qu'elle n'emprunte.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

3.3 – RÉSULTAT D'INVESTISSEMENT

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Recettes d'investissement	84 580 751	83 056 309	47 411 997	45 663 653
Dépenses d'investissement	85 830 780	65 925 825	49 072 746	47 049 497
Résultat d'exécution	**-1 250 029**	**17 130 483**	**-1 660 749**	**-1 385 844**
Reprise résultat N-1	-17 667 924	-18 917 954	-1 787 472	-3 168 328
Résultat d'investissement	**-18 917 953**	**-1 787 471**	**-3 448 221**	**-4 554 172**

La section d'investissement est clôturée avec un déficit de -4,6 millions d'euros.

L'étude de ce résultat est peu significative car les emprunts réalisés rentrent dans son calcul. De plus un déficit d'investissement peut être financé par un excédent de fonctionnement.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

IV – RÉSULTATS DE CLOTURE DE L'EXERCICE 2017

4.1 – RÉSULTATS DE L'EXECUTION 2017

Le résultat de l'exécution retrace l'ensemble des recettes et dépenses effectuées par la collectivité entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'exercice.

Le résultat l'exécution de l'exercice 2017 présente un excédent de 7,7 millions d'euros (5,1 millions en 2016) composé d'un excédent de fonctionnement de 9,1 millions d'euros (6,8 millions en 2016) et d'un déficit d'investissement de -1,4 millions d'euros (1,7 million en 2016).

	Fonctionnement	Investissement	Total
Recettes de l'exercice	212 163 289,34	45 663 652,67	257 826 942,01
Dépenses de l'exercice	203 090 280,34	47 049 496,81	250 139 777,15
Résultat d'exécution	**9 073 009,00**	**-1 385 844,14**	**7 687 164,86**

4.2 – RÉSULTATS DE CLÔTURE ET RÉSULTAT GLOBAL

Le résultat de clôture reprend le résultat de l'exécution et y additionne les résultats de l'exercice précédent. Le résultat global (ou final) ajoute au résultat de clôture les restes à réaliser (opérations commencées au 31 décembre mais non terminées) en section d'investissement.

L'exercice 2017 est clôturé avec un résultat positif de 10,6 millions d'euros (5,9 en 2016). Le déficit d'investissement (-4,6 millions d'euros) est donc largement couvert par l'excédent de fonctionnement (15,1 millions d'euros).

Les restes à réaliser constatés fin 2017 s'établissent à 18,0 millions d'euros en dépenses et à 13 ,9 millions d'euros en recettes, soit un solde net de -4,1 millions d'euros financé par l'excédent de clôture.

	Fonctionnement	Investissement	Total
Résultat d'exécution	**9 073 009,00**	**-1 385 844,14**	**7 687 164,86**
Reprise résultat 2016	**6 031 472,16**	**-3 168 327,53**	**2 863 144,63**
Résultat de clôture	**15 104 481,16**	**-4 554 171,67**	**10 550 309,49**
Restes à réaliser		-4 111 594,72	-4 111 594,72
recettes		*13 927 527,58*	
dépenses		*18 039 122,30*	
Résultat global	**15 104 481,16**	**-8 665 766,39**	**6 438 714,77**

4.3 – AFFECTATION DES RÉSULTATS AU BUDGET 2018

Le déficit d'investissement 2017 (-4.554.171,67 euros) sera repris au budget 2018, en dépenses d'investissement pour sa totalité.

L'excédent de fonctionnement 2017 (15.104.481,16 euros) sera repris au budget 2018 de la façon suivante : 4.554.171,67 euros en recettes d'investissement, au compte 1068, pour couvrir le déficit d'investissement et 10.550.309,49 euros en recettes de fonctionnement au chapitre 002.

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

V – ENCOURS DE DETTE

5.1 – CAPACITÉ A INVESTIR ET BESOIN DE FINANCEMENT

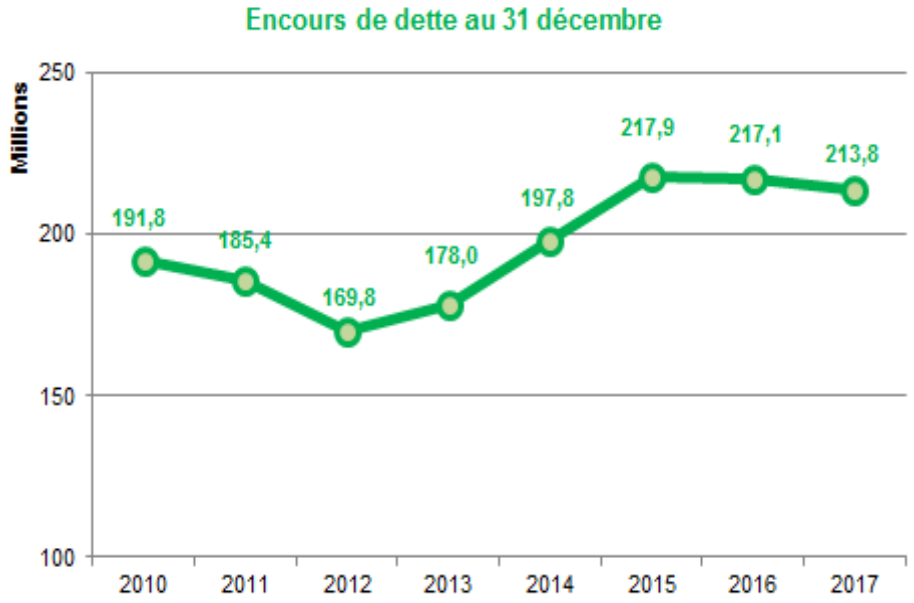
La capacité à investir de la Ville (hors emprunts) se définit par la capacité d'autofinancement additionnée à toutes les ressources d'investissement (subventions, cessions, FCTVA, Taxe d'aménagement). Cette capacité progresse petit à petit depuis 2014, l'exercice 2015 étant exceptionnel car marqué par d'importantes cessions de patrimoine.

	CA 2014	CA 2015	CA 2016	CA 2017
Capacité d'Autofinancement	-12 833 530	-4 128 022	-2 974 626	-1 104 237
Affectation Excédent fonctionnnement N-1	11 066 281			3 448 221
Subventions d'investissement	6 336 321	5 664 239	8 061 434	7 148 974
Cessions foncières	1 632 859	8 950 446	2 262 837	1 626 949
FCTVA	5 983 808	5 673 088	6 432 964	4 088 815
Taxes d'Aménagement	1 038 286	915 493	973 644	1 258 960
Ressources pour investir hors emprunts	**13 224 025**	**17 075 244**	**14 756 253**	**16 467 682**
Dépenses d'investissement	54 376 814	32 364 679	27 779 288	24 155 234
Besoin de financement	**41 152 789**	**15 289 435**	**13 023 035**	**7 687 551**

Compte tenu de la progression des ressources et du programme d'investissement, le besoin de financement extérieur s'est considérablement réduit.

5.2 – ENCOURS DE DETTE

En 2017, la ville de Montreuil a emprunté 16,0 millions d'euros (besoin de financement de l'exercice + déficit 2016 à reprendre) et a remboursé 19,3 millions d'euros de capital de dette. L'encours de dette a donc diminué de 3,3 millions d'euros au cours de l'exercice. Il s'agit de la seconde baisse consécutive de la dette de la ville qui se situe fin 2017 à 213,8 millions d'euros (-1,9% depuis 2015). L'objectif de la ville est de stabiliser son endettement

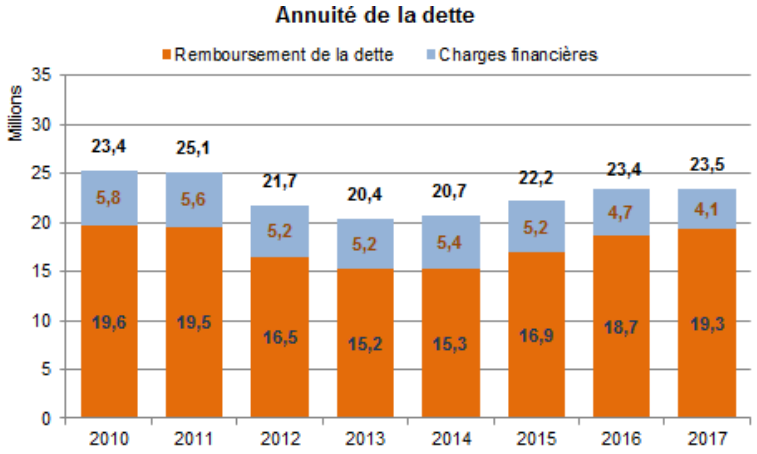


Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Au regard des déterminants exogènes et endogènes de la collectivité (remise en cause de certaines ressources, taux de rigidité des dépenses), les besoins en investissement de la ville (entretien et rénovation du patrimoine, de la voirie, livraison d'écoles notamment) rendent en effet impossible un désendettement conséquent.

5.3 – ANNUITÉ DE LA DETTE

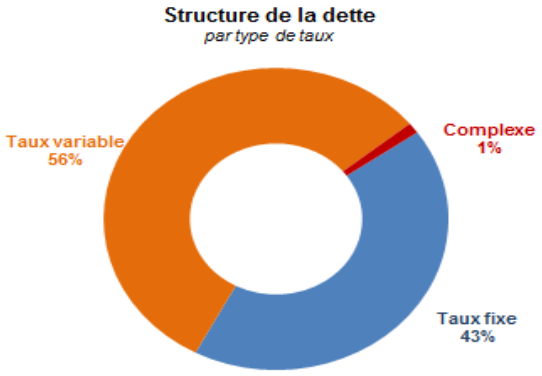
Bien qu'en diminution et bénéficiant des taux historiquement bas, la dette pèse lourd avec une annuité en forte progression depuis 2013 (23,5 millions d'euros en 2017).

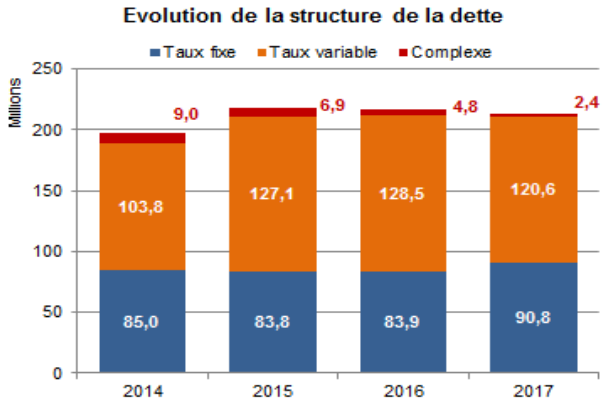


Cette progression est due au profil d'amortissement de la dette qui prévoyait des remboursements importants sur les exercices 2016 à 2019. Afin d'alléger les remboursements et bénéficier de taux plus avantageux, la ville a effectué en 2018 deux opérations de renégociation d'emprunts avec la Caisse d'épargne (2 contrats, 5,0 millions d'euros de CRD[3]) et la Caisse des Dépôts et Consignations (9 contrats, 26,9 millions d'euros de CRD) permettant d'abaisser le taux pratiqué ou de le figer à un taux fixe inférieur à 2,00% et de diminuer les amortissements sur les prochaines années.

5.4 – STRUCTURE DE LA DETTE

Au 31 décembre 2017, l'encours de la dette se répartit en 87 contrats dont 85 (99% de l'encours) sont classés 1A, la meilleure note prévue par la charte Gissler. Montreuil ne possède aucun emprunt « toxique ».





[3] Capital Restant Dû

Envoyé en préfecture le 04/04/2018
Reçu en préfecture le 04/04/2018
Affiché le
ID : 093-219300480-20180328-DEL20180328_2-BF

Actuellement, l'essentiel de la dette (56%) est à taux variable, ce qui permet de largement profiter des taux historiquement de la période mais oblige à être particulièrement vigilant.

Depuis 2015, la proportion de taux fixe augmente alors que celle à taux variable diminue. La ville profite des opportunités de marché pour figer à moindre coût une partie de son encours.

5.5 – RATIOS DE DETTE

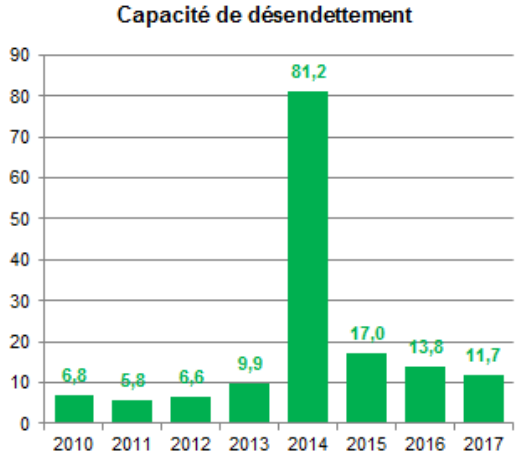
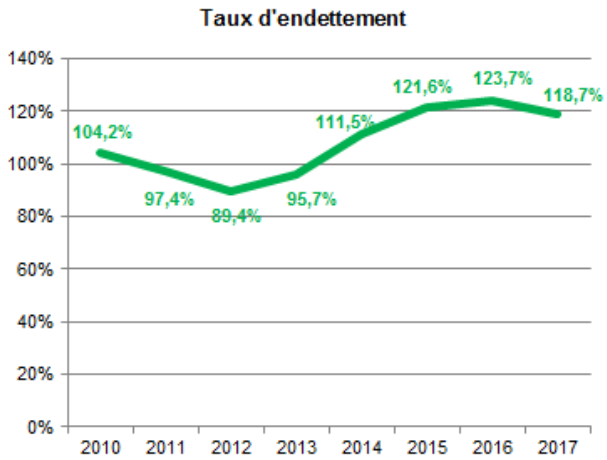
La capacité de désendettement est un indicateur de solvabilité. Ce ratio indique le nombre d'années qu'il serait nécessaire à la collectivité pour rembourser l'intégralité de son encours de dette en y consacrant toute son épargne disponible. Il est généralement admis qu'un ratio de désendettement de 10 à 12 ans est acceptable, et qu'au-delà de 15 ans la situation devient dangereuse.

Dans son processus de contractualisation, l'État fixe à 12 ans l'objectif (non contraignant) à atteindre pour les communes.

	2014	2015	2016	2017
Encours de la dette au 31/12	197 781 119	217 865 406	217 135 741	213 804 603
Epargne brute	2 434 819	12 787 690	15 755 039	18 226 901
Capacité de désendettement	**81,2**	**17,0**	**13,8**	**11,7**

Grâce à l'amélioration de l'épargne, la capacité de désendettement de la ville diminue et tombe en dessous du seuil des 12 ans, à 11,7 ans.

Le taux d'endettement mesure l'importance de l'endettement de la collectivité (encours de la dette) relativement à sa « richesse » (recettes réelles de fonctionnement).

	2014	2015	2016	2017
Encours de la dette au 31/12	197 781 119	217 865 406	217 135 741	213 804 603
Recettes réelles de fonctionnement	177 315 545	179 234 978	175 470 971	180 079 438
Taux d'endettement	**111,5%**	**121,6%**	**123,7%**	**118,7%**

Le ratio d'endettement diminue en 2017 mais reste au-dessus des 100%.